ADRIEN - J. MARULIER-GRANDMESNIL



CARLOS BADT

Candidat et Suppléant du

RASSEMBLEMENT EUROPÉEN DES RÉFORMATEURS

s'adressent à vous :

Comme beaucoup de nos concitoyens, peut-être ne croyez vous plus guère à la politique et aux hommes politiques. Sachons toutefois que la démocratie est un bien rare et précieux et que le vote est le premier devoir du citoyen.

Nous venons solliciter vos suffrages en vous présentant une équipe inhabituelle. Nos personnalités, nos carrières, nos convictions philosophiques, nos votes aux dernières élections ont été différents. Néanmoins, très liés par des actions communes depuis des années, nous nous sommes réunis sur un programme d'actions fondé sur les réformes et l'Europe. Nous sommes en outre convaincus que la construction de l'avenir ne peut se faire qu'en se situant **au-delà des clivages du passé.**

C'EST POURQUOI NOTRE PREMIER OBJECTIF EST DE RASSEMBLER :

Nous nous adressons à toutes celles et à tous ceux qui, comme nous, sont attachés à la construction européenne et à la volonté de réforme de notre société.

Le soutien que nous apportent trois organisations politiques se situent dans ce cadre.

- **Le Mouvement des Réformateurs, dirigé par Jacques PELLETIER, ancien Ministre, Médiateur de la République et Jean-Pierre SOISSON, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Ces deux personnalités ont été membres de gouvernements sous les présidences de M. GISCARD D'ESTAING et de M. MITTERRAND. Ils ont voté au premier tour de l'élection présidentielle pour M. Raymond BARRE et pour M. MITTERRAND au second tour.**
- **Le Rassemblement pour l'Europe Fédérale, dirigé par Jean ORDNER et le Pr Henri CARTAN, de l'Institut, et qui n'a qu'un objet : *la construction de l'Europe.* Il regroupe des personnalités ayant milité aussi bien au P.R., au C.D.S. qu'au P.S. Et d'autres qui n'ont jamais appartenu à un parti politique.**
- **La Convention Régionale de Bretagne en la personne de son Président Yves LEROUX et de son Vice-Président Henri LECUYER, ancien Haut-Fonctionnaire européen et Consultant international.**

ADRIEN-J. MARULIER-GRANDMESNIL *CANDIDAT* - 49 ans - Célibataire - Né à La Boussac - Études secondaires à Avranches et à St-Malo - Études universitaires à Rennes, Strasbourg, Lille et Paris - Licencié ès lettres - Diplômé d'Administration publique - DESS de droit public et de sciences politiques. Certifié des Hautes Études Européennes - Attaché au service de la communication du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural - Délégué Force Ouvrière dans les organismes paritaires administratifs (CAP - CTP) - Responsable de nombreuses associations professionnelles, culturelles, politiques et européennes (depuis 1962) - Secrétaire général de la Fédération des Réformateurs d'Ille-&-Vilaine - Chevalier du Mérite Agricole.

CARLOS BADT *SUPPLÉANT* - 72 ans - Marié à une Malouine - 5 enfants - Né à Berlin - Fuit le nazisme à 18 ans - Carrière dans les affaires en Amérique du Sud et aux Canaries - Retraité à Saint-Briac - Membre de nombreuses associations culturelles, sportives et européennes dans le canton de Dinard - Président du Comité européen d'amitié franco-espagnol.

NOUS CONSIDÉRONS QU'IL FAUT ENTREPRENDRE DES RÉFORMES AUDACIEUSES :

• **Le premier domaine de réforme est celui de la politique sociale.**

Le défi fondamental auquel nous sommes confrontés est démographique. Sans une politique audacieuse en la matière, rien n'est possible. Elle conditionne toute politique d'emploi, de formation et de retraites.

PROPOSITIONS :

Politique familiale : *Réhabilitation morale du rôle de la famille, allocation mensuelle forfaitaire de 2 000 F dès le premier enfant, allocation de garde pour parent âgé.*

Protection sociale : *Financement par le budget général, accroissement des contributions volontaires supplémentaires, cotisations sur les robots.*

Formation : *Réorganisation générale de la formation dans le sens de l'adaptation à l'emploi, passerelles entre les différentes filières, développement de la formation en alternance et de la formation permanente, nouvelle gestion de l'éducation et de la formation.*

Retraites : *Harmonisation et simplification des différents régimes, développement du principe de capitalisation pour la retraite complémentaire.*

• **La réforme doit aussi s'exercer en matière d'activité économique et de cadre de vie.**

Notre région dispose d'atouts extraordinaires : la terre, la mer, la ville, la matière grise. Nous ne savons pas suffisamment les valoriser.

Il est essentiel que la nouvelle majorité mette en place une politique hardie sur le plan du développement économique et de l'aménagement de l'espace et du temps. La question de l'activité et de l'emploi est essentielle. Il faut la voir sous tous ses aspects. Les solutions toutes faites n'existent pas. En même temps, il nous faut être soucieux d'un juste équilibre entre activité économique, équipements, environnement et cadre de vie.

PROPOSITIONS :

Emploi : *Encouragement au " temps choisi " et au travail à temps partiel, réforme du système de cotisations sociales, amélioration de la gestion de l'A.N.P.E.*

Entreprises indépendantes (agricoles, artisanales, maritimes, industrielles, Professions libérales) : *Reconnaissance des P.M.E. comme source fondamentale de l'emploi, aide à la création et à la transmission d'entreprises, mobilisation de l'épargne à leur service, réforme et adaptation de la fiscalité.*

Aménagement du territoire et de l'espace : *Nécessité d'une harmonie entre la ville, la campagne et le littoral ; limitation du gigantisme parisien, du phénomène des banlieues et de la concentration côtière, promotion de l'équilibre du monde rural.*

Équipements : *Priorité aux équipements relatifs aux transports et au logement : rééquilibrage au profit des structures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires ; amélioration de la complémentarité et de la souplesse des réseaux ; intégration des taxis dans les transports publics.*

Environnement : *Développement des mesures de sûreté et de sécurité pour les installations dangereuses (nucléaires notamment), création d'une agence européenne de sécurité nucléaire pour les pays d'Europe de l'Est, accélération des recherches sur les énergies renouvelables, généralisation des éco-bilans, politique de recyclage des déchets, création d'un crédit d'impôt environnement pour les P.M.E. faisant des efforts de limitation de la pollution.*

Culture, communication, audiovisuel : *Défense de la langue française et de la francophonie, affirmation du droit à la culture pour tous, décentralisation et régionalisation des aides et interventions, reconnaissance du pluralisme, code de déontologie de la presse et de l'audivisuel.*

• **Enfin, il faut réformer l'organisation des pouvoirs publics et l'administration.**

PROPOSITIONS :

Institutions : *Meilleur équilibre des pouvoirs, renforcement du rôle du Parlement dans ses fonctions législatives et de contrôle du Gouvernement, régionalisation de l'élection des sénateurs, instauration du Haut Conseil de la Justice, développement de la Médiature, institution du référendum d'initiative populaire.*

Fonctionnement de la vie publique : *Législation nouvelle concernant la moralisation, la démocratisation, la transparence, l'information et la publicité des débats de tous les organismes délibérants ; reconnaissance du vote blanc.*

Cumul des mandats : *Suppression de tout cumul simultané des mandats, limitation à deux mandats successifs.*

Organisation territoriale : *Renforcement de la décentralisation au profit de la région, suppression du département, mise en place de communautés urbaines et rurales.*

Réforme de l'administration : *Réduction du nombre des Ministères, délocalisation des établissements publics, regroupement et polyvalence des administrations au niveau local, adaptation de l'administration aux besoins des usagers.*

NOUS VOULONS AUSSI AFFIRMER QUE L'EUROPE EST AU COEUR DE NOTRE COMBAT.

Européens de toujours, nous considérons que le traité de Maastricht n'est qu'une étape sur la voie de l'Union Européenne.

Il nous faut aller au-delà et proposer dès aujourd'hui :

– Une répartition claire des compétences entre les différents niveaux de pouvoirs de la commune à l'Europe. Nous ne voulons pas d'une Europe omnipotente ni omniprésente, mais d'une Europe dotée de pouvoirs précis et réels.

– Des institutions réellement démocratiques *(élection d'un exécutif responsable, Parlement européen doté des pouvoirs législatifs et budgétaires, contrôle de la technocratie, répartition des administrations européennes à travers l'ensemble de l'Europe).*

– L'élection dès 1994, des parlementaires européens dans le cadre des régions.

IMP. DE LA GARE

VU LES CANDIDATS